

LOI SUR LES MUTUELLES SOCIALES

Le comité de coordination rejette «en bloc» le projet

**Pour ne pas avoir été associé dans l'élaboration du projet de loi régissant leur secteur, le Comité de coordination des mutuelles rejette en bloc le texte en question qui sera bientôt soumis à l'APN.**

Mehdi Mehenni – Alger (Le Soir) – Le Comité de coordination des mutuelles sociales s'est réuni hier, à Alger pour décider des actions à entreprendre face à son

exclusion de l'élaboration du projet de loi régissant leur secteur, par l'administration du travail de l'emploi et de la sécurité sociale. «Les représentants des mutuelles demandent le report de cet avant-projet, élaboré unilatéralement par l'administration sans la présence des mutuelles ni même du syndicat. Les représentants mutualistes dont la compétence est avérée dans la gestion du système de protection sociale

auraient pu être d'un grand apport dans ce dossier qui les concerne au plus haut point», dira M. Harmet, porte-parole de la coordination, joint hier par téléphone juste après la fin de la réunion. Comme argument, il avancera, «la mise en œuvre d'un projet de loi qui agit dans un contexte fermé et qui ne reflète pas les droits et libertés des adhérents». Il est également à signaler que les participants à cette rencontre ont mandaté le

comité pour être reçu en audience par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale à l'effet de lui exposer leur revendication. Le Comité de coordination des mutuelles sociales qui tient aujourd'hui sa deuxième conférence nationale au Centre familial de la Mutuelle générale des matériaux de construction de Zéralda, communiquera d'autres résolutions adoptées à l'issue de cette réunion. **M. M.**

POUR DÉNONCER LA FUITE EN AVANT DES POUVOIRS PUBLICS

Le syndicat du MJS opte pour la confrontation

**La situation est au bord de l'explosion dans le secteur de la jeunesse et des sports. Pour cause, des perturbations sont signalées ici et là et risquent même de déboucher sur une montée au créneau généralisée des représentants des travailleurs. La mise en demeure lancée par la Fédération des travailleurs du secteur affiliée à l'UGTA en constitue un réel avertissement.**

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - A l'origine de cette montée au créneau des représentants des travailleurs, le refus des pouvoirs publics de «donner suite aux reven-

dications légitimes des travailleurs du secteur», notamment concernant «la promotion des travailleurs du secteur». A ce titre, il est à noter qu'à l'appel de la Fédération des travailleurs, une série de sit-in de protestation a été entamée depuis hier devant les sièges des Directions de wilaya de la jeunesse et des sports (DJSL). Dans sa déclaration rendue publique il y a quelques jours, le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs de la jeunesse et des sports affiliée à l'UGTA, M. Ghodbane, a mis en garde contre «toute forme de pourrissement de la situation dans le secteur», tout en lançant un

appel pressant aux pouvoirs publics, à leur tête le président de la République, pour «mettre fin à une situation qui risque de dégénérer». Le secrétaire général de ladite fédération a évoqué notamment l'article 34 de la circulaire 07/10 portant période de transition ou encore la non-régularisation des cadres et autres ouvriers des corps communs. Selon la même source, seulement 21 Directions de wilaya de la jeunesse et des sports sur 487 ont été régularisées, «créant ainsi une situation de confusion totale au sein des travailleurs du secteur». En effet, la situation dans le secteur de la jeunesse et

des sports à l'image de ce qui se passe au niveau, dit-on, de la DJSL de la wilaya d'Alger soulève de multiples interrogations. Au-delà de la volonté affichée par le nouveau directeur de la DJSL d'Alger, il n'en demeure que «des blocages et des formes de résistances ont vu le jour depuis quelque temps».

Il s'agit notamment de la «tentative» de la remise à l'ordre d'un secteur touché par la gabegie, qui a impacté sur l'activité sportive et la jeunesse dans la capitale. Un constat qui touche la quasi-totalité des Directions de la jeunesse et des sports et de loisirs à l'échelle nationale. **A. B.**

RELATIONS ALGÉRO-FRANÇAISES

La conciliation, la réconciliation des mémoires est-elle possible ?

**La conciliation, plutôt la réconciliation des mémoires entre l'Algérie et la France est-elle possible ? La problématique est d'actualité alors que les tentatives de réchauffement des relations bilatérales se poursuivent encore.**

Cette problématique a été justement abordée lundi soir, à l'Institut français d'Alger lors d'un débat qui a réuni le politologue, sociologue et historien Alfred Grosser, le sociologue Dominique Wolton, l'écrivaine et militante féministe Wassyla Tamzali et l'historien et universitaire Benjamin Stora.

Un débat qui a coïncidé avec le lancement du magazine *AlgerParis*, qu'édite l'agence de presse *All Contents*, un bimestriel qui poursuit la démarche d'interculturalité impulsée avec le magazine *ParisBerlin*.

Ainsi, le politologue Alfred Grosser, spécialiste de la relation franco-allemande, mettra en avant la capacité de «surmonter» les antagonismes résultant du passé, de ne pas renier ses identités mais savoir «transformer la négativité du passé en quelque chose de positif», bien connaître l'autre...

Evoquant la question de l'identité, le sociologue Dominique Wolton posera le problème de s'insérer dans la mondialisation, tout en

«organisant la cohabitation» entre les identités culturelles collectives, respectant les diversités culturelles et linguistiques et en valorisant les langues maternelles. Appelant à

«organisant la cohabitation» entre les identités culturelles collectives, respectant les diversités culturelles et linguistiques et en valorisant les langues maternelles. Appelant à

Le Comité interprofessionnel du lait qui s'est réuni hier, à Alger, en assemblée générale extraordinaire, a adopté trois résolutions pour faire face à la crise qui secoue ce secteur depuis quelque temps. La première telle que soulignée dans le procès-verbal sanctionnant cette réunion «a trait à la décision annoncée, à Mostaganem, par le Premier ministre et relative à l'amélioration du conditionnement du lait en

une «responsabilisation» commune entre les deux peuples, l'écrivaine Wassyla Tamzali soulèvera, quant à elle, la question d'une mémoire, certes douloureuse mais néanmoins créatrice, la nécessité de «capitaliser» la proximité, le rapport «tout-à-fait exceptionnel» entre les Algériens et les Français. Des

approches avec lesquelles le professeur d'université et historien Benjamin Stora ne divergera pas totalement, mettant notamment en avant la nécessité de penser le rapport algéro-français, de le construire, sans omettre la problématique de la gestion des archives communes, d'une meilleure connais-

sance mutuelle entre les deux sociétés de leur histoire, de leurs histoires. Des dimensions que la dynamique de consolidation des relations algéro-françaises est appelée à prendre en compte, au-delà des aspects d'ordres politique, économique et social.

**Chérif Bennaceur**

PASSAGE AU CONDITIONNEMENT DU LAIT EN BRIQUE

Les producteurs privés prennent Sellal au mot

**Même si les producteurs de lait privés trouvent irréaliste la décision d'Abdelmalek Sellal d'abandonner le conditionnement du lait en sachet polyéthylène et d'opter pour le pack en carton, dans un délai de trois mois, ils le prennent toutefois au mot pour relever ce défi à moyen terme.**

Le Comité interprofessionnel du lait qui s'est réuni hier, à Alger, en assemblée générale extraordinaire, a adopté trois résolutions pour faire face à la crise qui secoue ce secteur depuis quelque temps. La première telle que soulignée dans le procès-verbal sanctionnant cette réunion «a trait à la décision annoncée, à Mostaganem, par le Premier ministre et relative à l'amélioration du conditionnement du lait en

optant pour le pack en carton». Sauf que les industriels laitiers privés qui soutiennent à l'unanimité cette démarche souhaitent que cette mesure ne profite pas uniquement aux seules quinze unités de production publiques. En clair, le droit à la subvention de l'Etat pour passer à cette nouvelle industrie et abandonner le conditionnement du lait en sachet qui «n'a cours de nos jours, que dans de rares pays ». Contacté, le porte-parole des producteurs laitiers privés, Abed Larbi, a émis d'autres réserves : «La décision d'Abdelmalek Sellal est salutaire sauf qu'il faut savoir que pour l'acquisition d'une machine de conditionnement en pack il faut attendre plus de huit mois, surtout avec l'obligation faite d'ouvrir un crédit documentaire... D'autant plus que les fournisseurs étrangers de cet appareillage exigent de leurs clients l'approvisionnement de l'emballage en carton chez eux ». Ce dernier ne

manquera pas également de souligner que le coût d'investissement minimum pour une machine de production de 5 000 packs en carton par heure s'élève à 5 milliards de centimes. Par ailleurs, et s'agissant de la deuxième résolution, les industriels laitiers privés invitent les ministères de l'Agriculture et du Commerce à rendre publique leur enquête récemment élaborée afin de cesser toute polémique et discrédit sur les transformateurs. «Comment de telles déviations peuvent se produire sachant les actions de contrôle quasi régulières des DGP, des DSA, de l'ONIL, des services vétérinaires, des services de l'environnement et des services fiscaux ?», ont-ils conclu. Enfin, la troisième résolution qui sera plus extrapolée dans la prochaine édition du *Soir d'Algérie* porte sur le problème du prix administré par l'Etat et le dysfonctionnement économique qu'il génère. **M. M.**

6<sup>e</sup> prix de journalisme Abdelhamid Benzine

En hommage à son œuvre et à son parcours militants et journalistiques, l'association «Les Amis de Abdelhamid Benzine» réédite, le samedi 8 mars 2014, le prix de journalisme, lors de la journée commémorative de sa disparition.

Genres journalistiques des productions appelées à candidature : enquête et reportage, dans les domaines socio-économique, culturel et sportif, se rapportant à l'actualité nationale.

Supports : presse écrite, audiovisuelle et électronique.

Langues : arabe, tamazight, français.

Les œuvres doivent avoir été éditées entre mars 2012 et le 7 février 2014 au plus tard.

Les précédents lauréats du prix de journalisme Abdelhamid Benzine ne peuvent pas postuler. Les travaux doivent être obligatoirement soumis sur support papier ou, pour l'audiovisuel et les médias électroniques, sur support numérique (CD).

Notes : - Le prix biannuel de journalisme Abdelhamid Benzine a été décerné, pour la première fois, en mars 2004.

- Le prix de journalisme est décerné tous les deux ans, en alternance avec un colloque organisé sur un thème sociopolitique.

Adresses postales : Association «Les Amis de Abdelhamid Benzine»

B.P. 24, Daouda Marine – wilaya de Tipasa  
B.P. 65, El Biar – wilaya d'Alger

Bio-express :

Abdelhamid Benzine, né à Béni Ourtilane (Sétif) en avril 1926, décédé le 6 mars 2003, a été un grand militant PPA-MTLD de 1940 à 1952, puis PCA. A partir de 1955, il rejoint le maquis au sein de l'ALN.

Arrêté lors d'un accrochage avec les forces ennemies en novembre 1956, condamné à 20 ans de travaux forcés, il est enfermé en camps de concentration (Tlemcen, Oran, Lambèse, camp spécial de Boghari, Hammam Bouhdjar) jusqu'à l'indépendance.

En juillet 1962, il reprend ses activités au sein du Parti communiste algérien (PCA) et de rédacteur en chef du quotidien *Alger*

*Républicain*. Après le coup d'Etat du 19 juin 1965, il est membre de la direction de l'ORP puis, à partir de janvier 1966, de celle du PAPS clandestin. En avril 1990, *Alger Républicain* reparaît et il en devient le responsable éditorial, traversant avec lui les succès et les crises et ce jusqu'à sa mort.

Abdelhamid Benzine est, aussi, auteur de plusieurs ouvrages (*Le Camp, Journal de marche, La montagne et la plaine, La grande aventure d'Alger républicain avec Boualem Khalfa et Henri Alleg, Lambèse, Le Sergent*).

Un film, tiré du livre *Le Camp*, du cinéaste Nasreddine Guenifi, est en cours de réalisation (2013).